

***New York, États-unis, 22 novembre (Infosplusgabon) - L'insécurité persistante au Cameroun a été condamnée par le Bureau du Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), suite aux rapports faisant état de massacres commis par les groupes armés et les forces gouvernementales qui ont eu pour conséquence un déplacement massif de populations à l'intérieur du pays.***

Ce développement fait suite à la détérioration de la situation dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun, liée aux manifestations menées en octobre 2016 par les anglophones contre la discrimination et qui avait dégénéré en actes de violence opposant les sécessionnistes aux forces de l'ordre, indique un communiqué onusien publié mardi.

“ Nous condamnons avec force les violations et abus aux droits de l'homme qui ont affecté les populations vivant dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun ”, a déclaré Ravina Shamdasani, la porte-parole du HCDH. “ Nous exhortons les groupes sécessionnistes armés à plus de retenue dans l'usage de la violence. Nous exhortons le gouvernement à respecter et à protéger les droits de tous les citoyens”.

Mme Shamdasani a souligné que plus d'une année de violence dans ce pays africain a "semé

la panique" au sein des populations qui ont été privées de leurs droits fondamentaux.

Le gouvernement devait satisfaire les doléances de longue date... y compris par le dialogue", a précisé la porte-parole du HCDH, et en plus mener une enquête sur tous les cas de violations qui auraient impliqué des forces de sécurité et de défense et de traduire leurs auteurs en justice.

Les communautés sont constamment exposées, a-t-elle indiqué, malgré la récente annonce faisant état de la libération par les groupes sécessionnistes de dizaines de jeunes otages enlevés ces dernière semaines d'une école catholique.

" En plus de l'enlèvement et la libération très médiatisée qui s'en est suivie de 78 élèves et de trois employés en poste dans le secondaire à Bamenda dans le nord-ouest et le sud-ouest au début de ce mois, nous avons reçu de manière régulière des informations relatives à des enlèvements qui auraient été commis par les groupes armés sécessionnistes", a précisé l'officielle du HCDH.

Le communiqué indique qu'au cours des deux dernières semaines, huit élèves et un employé auraient été enlevés dans la ville de Kumba située dans le sud-ouest et qu'au moins 13 sœurs avaient été également enlevées près du village de Bamessing dans le nord-ouest.

“Ils ont été par la suite libérés après le paiement de rançons par quelques parents et l'intervention du diocèse catholique de Kumba”, a fait savoir Mme Shamdasani.

Les forces armées camerounaises auraient commis, au cours de ces derniers mois, une série d'exécutions extrajudiciaires dans le nord-ouest et le sud-ouest agités, indique un communiqué du HCDH.

“Le 20 octobre, les forces de sécurité auraient abattu quatre villageois à Rom, au nord-ouest de Nwa, au cours d'un affrontement avec ces groupes armés”, a déclaré Mme Shamdasani. “Alors que le 24 septembre, deux présumés combattants auraient été abattus sur les lieux”.

La violence a provoqué des déplacements massifs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ce que le bureau de coordination des affaires humanitaires (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) qualifie de préoccupation humanitaire “urgente”.

“Au total dans ces localités dont nous parlons, il y a environ quatre millions de personnes et d'après les rumeurs, il y a déjà 436.000 personnes déplacées internes”, a précisé le porte-parole, Jens Laerke, qui a ajouté que l'aide “augmente lentement” dans le nord-ouest et dans le sud-ouest.

Le sud-ouest est “l'épicentre” de la crise du déplacement, a indiqué M. Laerke après le déplacement de 246.000 personnes.

Dans le contexte actuel de menace de violence, assurer l'accès sécurisé aux travailleurs humanitaires demeure un obstacle majeur à la distribution de l'aide.

Mais le plus grand problème demeure l'insuffisance de financements, illustrée par le fait qu'un appel pour 15 millions de dollars américains en mai pour venir en aide à 160.000 personnes n'a pu mobiliser qu'un tiers des attentes.

“L'insuffisance de financements et bien sûr l'accès limité – mais surtout l'insuffisance de financements – demeurent les obstacles majeurs au renforcement du programme humanitaire”, a déclaré M. Laerke.

Le plan global de réponse humanitaire pour le Cameroun en 2018, qui s'élève, n'a pu mobiliser que moins de 37 pour cent des 320 millions de dollars américains attendus.

FIN/INFOSPLUSGABON/POL/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon